

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

VILLE DE GUIDEL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'An Deux Mille Quinze le 24 Novembre à 20 heures 30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, sous la Présidence de Monsieur François AUBERTIN, Maire.

Etaient également présents : J. Daniel, F. Ballester, D. Guillaume, AM Goujon, M. Foidart, F. Téroute, J. Grévès, P. Cormier, F. Hervé, A. Buzaré, L. Monnerie, JJ. Marteil, G. Thiery, D. Renouf, D. Capart, L. Médica, Z. Dano, MC Couf, MM. Prévost, AM Garangé C. Jourdain, C. Pecchia, P. Le Dro, V. Robin Cornaud, R. Hénault, M. Le Teuff, M. David, Laure Détrez, PY Le Grogneac, Conseillers municipaux

Absents excusés - Procurations :

Patrick Guilbaudeau	«	«	à François Aubertin
Sonia Caroff	«	«	à Pascal Cormier
Marie-France Guillemot	«	«	à Marylise Foidart

Secrétaire : Marylise FOIDART

Date de la convocation : 18 Novembre 2015
Date de l'affichage : 18 Novembre 2015
Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de présents : 30
Nombre de votants : 33

2015 - 118 : Avis sur le rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de Lorient agglomération et ceux des communes membres

Rapporteur : F. Aubertin

Le législateur français a, dès 2002, reconnu la possibilité aux communes et à leurs groupements de mettre en commun leurs moyens. Toutefois, cette évolution législative a été progressive et s'est toujours faite en parallèle de l'évolution du droit communautaire.

Les dispositions de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales et de la loi du 27 janvier 2014, dite loi « de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles » (MAPTAM), tendent à finaliser la sécurisation juridique de ces coopérations au sein du bloc local en faisant du renforcement des procédures de mutualisation un des axes forts des mesures de rationalisation de l'intercommunalité.

Ainsi, le nouvel article L.5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales introduit l'obligation pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'élaborer un schéma de mutualisation des services qui doit être adressé à chacun des conseils municipaux des communes membres.

Avant d'émettre un avis sur le schéma proposé par Lorient Agglomération, il est nécessaire de préciser, au préalable, qu'il n'existe pas un modèle unique de mutualisation, mais différents outils auxquels il convient de recourir en fonction du projet et du contexte territorial.

Il est important de noter que beaucoup de pratiques, parfois fort anciennes, sont nées de l'initiative des acteurs locaux pour trouver des solutions concrètes au sous équipement et aux besoins des communes

Néanmoins, il est possible de regrouper les principaux outils de la mutualisation en 4 catégories :

- Le partage conventionnel des services intercommunaux
- La création de services communs
- Le partage de biens
- Le groupement de commandes

Enfin, il est également nécessaire de rappeler que les raisons principales qui conduisent à s'engager dans des démarches de mutualisation sont de trois ordres :

- o la recherche d'économies d'échelle est la plus souvent mise en avant : dans une période marquée par la raréfaction des moyens financiers, la juxtaposition de deux administrations est désormais perçue comme posant problème.
- o le souci de préserver et développer l'expertise est également en bonne place dans les motivations des mutualisateurs, convaincus de ce que la mise en place de grands services atteignant la masse critique à partir de laquelle il devient possible de développer des spécialisations inaccessibles à des organisations de plus petite taille.
- o au-delà de ces considérations d'efficacité, les collectivités recherchent aussi, à travers la mise en commun de services, à gagner en cohérence dans la conduite des politiques publiques dont elles partagent la responsabilité. A cet égard, l'essor de la mutualisation témoigne de la prise de conscience de ce que l'action publique locale souffre d'être trop découpée en segments relevant d'acteurs trop séparés, et d'interlocuteurs trop nombreux pour les partenaires ou les destinataires des interventions.

Conformément à cet article, Lorient Agglomération a transmis par courrier en date du 28 septembre 2015 une proposition de rapport relatif à la mutualisation (Cf. pièce jointe).

Les conseils municipaux des communes membres disposent de 3 mois pour se prononcer. Ce rapport sera ensuite présenté au conseil communautaire (15 décembre) au vu des avis rendus.

Le rapport relatif aux mutualisations de services entre l'agglomération et ses communes membres, présente d'abord le contexte législatif, expose l'intérêt d'un projet de mutualisation pour conforter un projet de territoire, puis décrit la démarche qui a conduit à l'élaboration d'un processus de mutualisation, et précise les modalités pratiques de l'organisation de la mutualisation (Il peut s'agir de prestations de services, de mise à disposition d'agents, de groupement de commandes, de mise en commun de moyens).

Le rapport établit ensuite un état des lieux des coopérations actuelles entre l'agglomération et les communes membres, dans le domaine de l'urbanisme, les prestations relatives au « conseil en économie partagée » ou à la gestion informatique et logiciel, ou à l'achat public et au groupement de commandes, ou à la médecine préventive.

Enfin le rapport évoque un certain nombre de pistes de mutualisation possibles, qui font l'objet de fiches individuelles, groupées en axes stratégiques. Elles donneront lieu à un approfondissement ultérieur.

Ainsi, le conseil municipal de Guidel approuve dans son ensemble ce schéma, il souhaite, néanmoins, pouvoir continuer à adhérer aux services proposés sur la base du volontariat et conserver ses compétences dans les domaines mutualisés.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission relations avec les partenaires institutionnels du 22 octobre 2015,

APPROUVE le schéma de mutualisation entre Lorient Agglomération et la ville de Guidel.

Adopté à l'unanimité.

POUR EXTRAIT CONFORME,
GUIDEL, le 25 Novembre 2015
Le Maire,
François AUBERTIN

